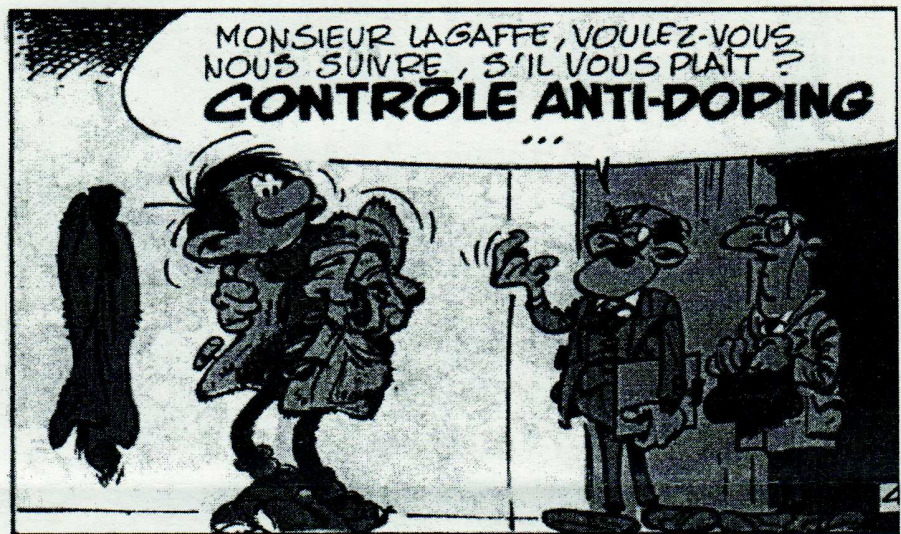


## Coup de pompe

LES RÉCENTS AVEUX DU CYCLISTE VIRENQUE LORS DU PROCÈS DE L'ÉQUIPE FESTINA SERAIENT DE NATURE À « CHANGER LE SPORT », SELON UN ÉMINENT QUOTIDIEN DE LA PLACE. Un petit rappel des faits : lors du Tour de France cycliste 1998, un soigneur de l'équipe Festina se fait pincer par des douaniers alors qu'il transportait une panoplie de produits tous plus dopants les uns que les autres. Devant l'évidence, quelques coureurs avouent se doper. L'équipe est exclue de la compétition, mais Virenque nie avec la plus grande énergie. C'est seulement lors du procès en cours actuellement qu'il reconnaîtra avoir couru avec l'aide de divers produits.

En fait, plus qu'une certaine vérité, ces aveux tardifs révèlent surtout l'hypocrisie des milieux sportifs par rapport au dopage. Sans avoir de "preuve" formelle, tout un chacun sait que le sport de haut niveau nécessite, de la part des sportifs, outre un engagement spartiate, le recours à des techniques d'amélioration des performances du corps. Le physique des nageuses, des haltérophiles, des gymnastes, l'incroyable endurance des cyclistes, les capacités phénoménales des triathlètes, et même parfois les gestes très violents et incongrus de footballeurs connus par ailleurs pour être des personnages "doux comme des agneaux" : qui croit encore que le sport puisse échapper aux possibilités de la chimie, de la médecine et de la science ? On parle déjà de manipulations susceptibles d'améliorer des parties du corps (muscles, tendons...) indépendamment les unes des autres, comme de vulgaires pièces mécaniques.

Les sportifs de haut niveau peuvent être assurés, au moins, de bénéficier de l'appui de toubibs et de soigneurs compétents ; ainsi se font-ils certainement moins mal\* que leurs collègues amateurs qui eux, pour "performer", ne peuvent compter que sur eux-



mêmes : là, l'empirisme et le bricolage sont rois. On manque de données quant à ce phénomène pourtant connu : combien d'éclopés, d'estropiés, de malades dus au dopage artisanal... nul ne le sait réellement.

Mais tout le battage médiatique organisé autour du dopage des sportifs ignore l'essentiel. Tout d'abord, loin d'être récent, le phénomène du dopage est aussi vieux que le sport de compétition. Dès l'origine du cyclisme, les coureurs ont utilisé des produits dopants, par exemple, les mêmes substances... que les chevaux du tiercé ! Ensuite, ce "débat" tel qu'il est mené masque le fait que la société actuelle a le sport qu'elle mérite, et que le sport en est un fidèle reflet. Les valeurs d'effort, d'abnégation, de don de soi, de compétition, d'union vers la victoire sont largement véhiculées et exaltées dans la publicité, dans les entreprises, dans l'ensemble de la propagande capitaliste. Le « *citius, altius, fortius* » (plus vite, plus haut, plus fort) du baron Pierre de Coubertin, l'inventeur des Jeux Olympiques, s'applique à l'ensemble de la société.

Et, bien souvent, la consommation de stimulants légaux ou illégaux (du

simple café, jusqu'aux amphétamines en passant par divers médicaments) est la seule alternative pour devenir le surhomme qu'exige le patron, l'entreprise, l'organisation sociale.

F. MIRAIL

\* Malgré tout, ils n'échappent pas à un vieillissement prématuré et aux séquelles de leur "engagement" sportif. Ainsi, l'espérance de vie des footballeurs américains est largement inférieure au reste de la population.

## SOMMAIRE

**Entretien** Un syndicaliste vaudois licencié raconte son combat

**Réfugiés** Comment caser ceux que l'on ne peut pas renvoyer tout de suite

**Solidarité** Succès de la campagne de solidarité avec le peuple tchéchène

**Action** Communiqué d'un groupe anti-McDonald valaisan

# Syndicaliste licencié!

**ENTRETIEN** • Nous reproduisons ci-dessous des extraits d'un long entretien que nous avons eu avec Antonio Herranz, infirmier en psychiatrie et militant du syndicat SSP, qui a été licencié le 12 septembre dernier, par la direction de la Fondation de Nant.

## Peux-tu nous parler du contexte dans lequel ton licenciement s'est produit?

Il faut préciser que je ne suis pas le seul syndicaliste licencié de la Riviera vaudoise. Deux autres délégués syndicaux l'ont été récemment. Un collègue travaillant dans le secteur hospitalier et une collègue d'un établissement médico-social (EMS) qui a dénoncé des maltraitements sur les patients. Ces licenciements s'inscrivent dans un contexte de restructuration, d'économies. Cette zone a été très touchée par création du "Multisite", c'est-à-dire la fusion des trois hôpitaux Riviera, Montreux et Mottex. La région a aussi été touchée par la fusion de l'hôpital Aigle-Monthey qui est entré dans le Groupement des hôpitaux valaisans, ou celui-ci est soumis à une des plus mauvaises conventions collectives de Suisse. Cela a été une attaque frontale. On est en train de passer d'un système de santé publique à un système d'entreprise de soins. Il y a des éléments nouveaux qui sont entrés dans le secteur des soins, ce que l'on appelle les rendements et la productivité.

## On parle à ce propos de "critères de qualité".

Les "critères de qualité", c'est une appellation fallacieuse. Cela sert à découper les actions de soins pour pouvoir les quantifier et les facturer. Ce type de contrôle est déjà très développé dans le secteur des soins à domicile avec l'introduction du "barman"\* qui est un mouchard informatique sur lequel il faut noter minute par minute ce qu'on fait dans la journée. Dans les critères de l'Office médico-social vaudois, ils exigent, pour les auxiliaires, 80 % d'actes facturables sur l'ensemble du travail, c'est une pression énorme. On t'oblige à laisser tomber toute la partie relationnelle. On ne te demande plus de soigner des gens, mais de faire des actes saucissonnés. Pour éviter la résistance à la mise en place de ce système, il y a une répression qui s'exerce sur les personnes les plus conscientes. Au SSP, nous avons monté une permanence syndicale à Clarens où l'on regroupe des gens de tout le secteur : EMS, hôpitaux, soins à domicile. Cela a démarré, il y a deux ans. Nous avons réalisé une enquête sur le "barman", une autre sur les conditions de travail dans les hôpitaux. Cette permanence est ouverte à tous, même aux non-syndiqués. Il y a un juriste qui peut venir. On peut régler des affaires très pratiques. Je pense que mon licenciement est à mettre en lien avec cette activité syndicale, les dénonciations sur ce qui se passe à Nant, Riviera et les soins à domicile.

## Il y a eu plusieurs scandales concernant les maltraitements dans des EMS vaudois. Est-ce que tu suis ce dossier?

Il y a une commission d'enquête... Le Conseil d'Etat vient de

sortir une nouvelle loi sur les établissements médico-sociaux pour essayer de contrôler. Dans le cadre de cette loi, il est permis d'ouvrir un EMS en société anonyme. Cela veut dire que le caractère pérennitaire est maintenu. Avec un EMS en SA, les actionnaires s'attendent à recevoir des dividendes. On a un double jeu en permanence, la seule issue, c'est l'action des travailleurs. En ce moment, le SSP lutte pour une convention collective unifiée pour le secteur EMS, centres médico-sociaux (CMS), hôpitaux du parapublic... Dans ce projet, il est prévu une protection de l'activité syndicale, avec une reconnaissance du syndicat. Sans ça, les scandales passent et rien ne change, parce qu'il n'y a pas de volonté politique.

Il faut aussi savoir que les EMS ont créé, depuis une année, une association patronale qui s'appelle l'APEMS (Association du personnel des EMS)...

## Association du personnel?

C'est une association qui regroupe le personnel, mais qui a été créée par les directions. L'APEMS a commencé à négocier une convention collective, mais seulement pour le secteur des EMS. Cette manœuvre est appuyée par le Conseil d'Etat. Ils veulent que cette convention collective sectorielle soit signée le plus vite possible. Ce sera une convention au rabais qui va servir de modèle pour les autres secteurs.

L'autre chose qui est grave, c'est la mise en réseau. Par exemple, il y a une expérience pilote qui a lieu à Sainte-Croix où les travailleurs sont "mobiles". C'est-à-dire qu'un jour tu peux être appelé à bosser à l'hôpital, un jour aux soins à domicile et puis un jour en EMS. C'est pourquoi, il est extrêmement important d'unifier les travailleurs du secteur de la santé. À Sainte-Croix, c'est très grave, il y a une destruction complète des rapports de travail. En plus, dans le contrat de travail, c'est marqué que tu es à disposition de l'entreprise. Les notions de vacances, jour férié, week-end... il y a les 42 heures à faire, et c'est en fonction des besoins du service.

Dans l'enquête qu'on a fait au Riviera, il y a un tiers des personnes qui ne peuvent plus prendre leurs vacances quand elles l'ont demandé. D'autre part, comme tout est informatisé, tu arrives le matin et sur l'écran, ils voient qu'il manque deux personnes au Samaritain. Alors ils téléphonent à Montreux et ils disent : vous n'avez pas beaucoup de boulot, vous nous envoyez deux infirmières. Tu arrives le matin au travail, tu ne sais même pas où tu vas aboutir. L'année dernière, il y a un tiers du personnel qui s'est tiré.

## La rentabilité, elle est où?

Elle est nulle part. Ils n'ont même plus l'équipe de base qui est à même de former les nouveaux. Le

savoir-faire se perd. C'est une désorganisation qui nuit à la sécurité des patients.

## Quelle relation y a-t-il entre votre action locale et le "mouvement" de la fonction publique?

Actuellement le Conseil d'Etat prépare un projet de loi qui est liberticide, qui peut revenir en arrière sur le droit d'association, sur le droit de grève... Au cœur du projet, il y a le renforcement de la hiérarchie et la répression de l'action syndicale. Nous vivons un peu en avance ce qui va se généraliser partout dans le canton, si cette loi passe.

Dans la région, il y a un grand mouvement de résistance dans les EMS, parce qu'il y a un type d'activité syndicale particulière, d'action directe. Hier encore on allait bloquer la direction de l'EMS Bugnon. On était une vingtaine. On a bloqué les directeurs dans la salle de conférence et pendant ce temps on a organisé une assemblée générale à la cafétéria... Ailleurs, je ne peux pas dire, mais cela a l'air assez faible. Déjà parce que le syndicat a une politique de schizophrène. Il est opposé à la réforme du statut, mais toute l'année passée il a négocié. Juste après la dernière grande manif-journée de grève, on arrive à l'assemblée générale : ils avaient déjà préparé une pétition comme seul moyen de sortie, alors qu'on n'avait jamais discuté de savoir si la grève était reconductible...

## C'est des dysfonctionnements de la politique syndicale, mais revenons à toi et à ton licenciement.

Au moment où j'ai été licencié, il y a eu une réaction assez importante au niveau des syndicats. La direction a commencé à reculer tout en faisant une campagne de provocation contre moi, en remettant en question mes qualités professionnelles pour justifier le licenciement. 35 personnes ont bloqué la direction, il y a eu une conférence de presse, des prises de position, la pétition... Ils ont décidé qu'ils réouvraient le dossier. Cela va être discuté lundi 30 octobre. Je sais que l'ensemble de la direction est contre ma réintégration. C'est au niveau du collège des médecins qu'il peut y avoir des pressions pour que je sois réintégré. J'ai aussi des lettres de soutien de médecins extérieurs. Des soutiens de presque toutes les infirmières des CMS de la région... Notre permanence a pris l'initiative de mener une bataille commune pour les trois licenciés. On va organiser un meeting le 15 novembre à 20h au Casino de Vevey.

PROPOS RECUEILLIS PAR M.A. & E.B.

\* Le "barman" est aussi utilisé pour la prise des commandes dans des restaurants. Pour les soins à domicile, quand on entre chez le patient, on presse, puis on met son nom et l'on fait défiler la liste des soins en "clic-quant" sur ceux qui sont donnés. À la fin du mois, on trouve l'ensemble de ce qui a été fait, y compris le temps des pauses.

# Kosovars en stock

**ASILE** • Bien que particulièrement diligentes, les autorités genevoises peinent, pour des raisons logistiques, à renvoyer dans les délais prévus les Kosovars encore présents sur le territoire. Que faire avec les jeunes, qui vont "faire désordre" en traînant dans les rues?

C'est au 31 mai dernier, que les familles kosovares arrivées en Suisse avec une admission provisoire humanitaire (permis N) devaient retourner dans leur pays. Pour les familles ayant des jeunes en âge de scolarisation, un délai de départ leur a été octroyé par l'OCF (Office Cantonal de la Population) genevois à la fin juin 2000, permettant aux jeunes de terminer l'année scolaire. Durant l'été la vague de renvoi s'est poursuivie allègrement. Mais le nombre de vols pour Skopje ou Pristina n'était pas suffisant. En conséquence, des jeunes adolescents kosovars se trouvaient toujours sur le territoire genevois à la rentrée scolaire de septembre. Mais que faire d'eux? Tout simplement, les autoriser à intégrer une classe d'accueil du cycle d'orientation ou du post-obligatoire, c'est-à-dire au SCAI (Service des Classes d'Accueil et d'Insertion), et procéder aux renvois en cours d'année scolaire quand les moyens pratiques le permettront. Une décision qui ne répond pas à la demande des familles ou des jeunes qui désirent terminer une formation avant de retourner volontairement au Kosovo mais qui a au moins l'avantage, aux yeux de l'institution, de les parquer et d'éviter tout risque de dérapage social.

En conséquence, des jeunes se retrouvent en classe avec des autorisations de séjours renouvelables tous les 3 mois, voire tous les 15 jours, c'est-à-dire avec l'obligation de se présenter à l'OCF dans ces délais et sans savoir si une prolongation pourra avoir lieu. Une situation très précaire et qui hypothèque la formation du jeune. Des renvois ont déjà eu lieu (2 au SCAI, cf. Tribune de Genève du 6 octobre), rappelant aux principaux concernés que tout espoir est exclu. Des enseignants confrontés à ces situations ont présenté à leur direction une demande minimum : permettre aux jeunes de terminer l'année scolaire. La réponse du DIP (Département de l'Instruction Publique) tient du chantage : si nous bougeons, l'OCF ne nous autorisera plus à les scolariser. Bref, les autorités scolaires ne veulent rien faire.

Cette attitude cynique et cette collusion des autorités de police et de la direction du DIP n'étonnent guère : les lois ou directives fédérales doivent être exécutées. Aucune importance si le Kosovo est un pays dévasté où un toit n'est pas garanti pour les familles renvoyées sinon peut-être une tente, où aucune institution éducative ou formative ne fonctionne pour les jeunes...

G. AMISTA

## La police tchèque s'en prend à nos compagnons

La FSA-AIT, section tchèque de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs) a informé par téléphone le secrétariat de l'AIT d'une opération policière d'envergure contre certains de ses militants. Lundi 23 octobre, dans trois villes différentes et éloignées de la République tchèque, des unités spéciales de la police politique ont surgi, encerclant puis arrêtant en pleine rue trois des militants parmi les plus actifs dans le mouvement anarchosindicaliste tchèque. Le fait que ces commandos aient enlevé nos compagnons dans un mouvement parfaitement coordonné et planifié est à mettre en relation avec l'intense campagne médiatique qui se déchaîne actuellement contre les militants anarchistes dans ce pays. Les principaux journaux tchèques accusent les militants libertaires d'être bien organisés et de bénéficier de l'appui d'une organisation internationale, qui leur aurait permis d'être à l'origine des violents affrontements qui ont opposé les manifestants du 26 septembre aux forces anti-émeutes. Les journaux publient les photos des émeutiers, en appelant les gens à dénoncer à la police ceux qu'ils reconnaissent. Si la section tchèque de l'AIT n'est pas nommément citée, elle est bien la principale cible visée par ces attaques. Déjà, la veille des arrestations, les ordinateurs de l'organisation ont été endommagés de manière suspecte par des virus informatiques. La section tchèque de l'AIT doit déjà faire face à une intense campagne de répression de la part de l'Etat tchèque pour son combat antifasciste et anticapitaliste radical. Si, finalement, nos compagnons ont été libérés le 25 octobre après deux jours d'interrogatoires, il est clair que l'Etat tchèque - et sa police - chercheront par tous les moyens à obtenir leur revanche après le succès de la manifestation anticapitaliste du 26 septembre dernier. Nos compagnons tchèques nous demandent donc d'être vigilants sur l'évolution ultérieure des événements, et de nous tenir prêts à agir si la situation le nécessitait.

INFORMATIONS DU SECRÉTARIAT DE L'AIT, DE LA FSA-AIT ET DU SECRÉTARIAT INTERNATIONAL DE LA CNT-AIT FRANÇAISE.

## Je m'abonne à Aujourd'hui!

	normal	soutien
▶ 12 n° : 15 francs	<input type="checkbox"/>	25 francs <input type="checkbox"/>
▶ 24 n° : 30 francs	<input type="checkbox"/>	50 francs <input type="checkbox"/>
▶ 48 n° : 60 francs	<input type="checkbox"/>	100 francs <input type="checkbox"/>

Nom \_\_\_\_\_  
Rue \_\_\_\_\_  
NPA/Ville \_\_\_\_\_

Règlement par CCP : Direct!, CCP 17-574 134-6. Envoyer à : DIRECT!, Case postale 2254, CH - 1211 Genève 2.

# Solidarité du peuple russe envers les Tchétchènes

**SOLIDARITE** • Nous avons reçu le texte suivant de la part du collectif russe contre la guerre en Tchétchénie dont nous avons relayé l'appel (AUJOURD'HUI n° 67 et 70). La campagne en cours rencontre le succès, ce qui démontre que fonder son action sur la base de la solidarité internationale, même en cas de conflit, n'est pas une gageure. Quant à nous, outre la collecte qui reste ouverte (dons au CCP Direct! 1201 Genève 17-574134-6), nous voulons organiser un concert de solidarité à Genève dans le courant de l'hiver. Les personnes qui souhaitent se joindre à cette initiative peuvent contacter Direct! à Genève (022 734 29 22) ou écrire à "Réflexions sociales", case postale 172, 1000 Lausanne 6 Ouchy.

Quand, en février 2000, nous avons commencé la campagne "Solidarité contre la guerre", presque toute la société russe semblait approuver la guerre en Tchétchénie. Pourtant, nous avons décidé d'agir. Si les principes de la liberté, de la dignité humaine et de la fraternité internationale ont une signification pour nous, alors nous n'avons pas d'autre choix que l'action.

Notre but était non seulement de faire savoir notre désapprobation à ce qui se passe actuellement en Tchétchénie - la valeur des mots a tellement baissé ces derniers temps que seuls, ils n'ont presque plus d'influence - mais aussi de donner à notre contestation des formes concrètes et matérielles. Aux crimes des politiciens et des militaires, aux atrocités des belligérants, aux torrents de mensonges officiels, nous sommes à même d'opposer la solidarité avec ceux qui souffrent de la guerre et de l'occupation. Nous pouvons leur prêter un secours, malgré les milliers de kilomètres, malgré les barrières de langage et de religion, malgré l'indifférence presque totale qui nous séparent. Parce que le malheur de ces gens, la tragédie de ce pays sont devenus les nôtres. Parce que nos enfants nous demanderont, quand ils seront grands : comment avez-vous permis ça, pourquoi n'avez-vous rien fait ? Parce que d'autres enfants, dans les zones de combat, dans les camps de réfugiés, sont privés de maison, de l'enfance et de bonheur. Parce que garder le silence, c'est porter la responsabilité de tout ce qui se passe. L'aide mutuelle solidaire, la voilà, la réponse digne à la guerre dans les circonstances actuelles. Et c'est pourquoi nous avons organisé la collecte humanitaire pour les victimes de la guerre en Tchétchénie, conformément à notre position déclarée, sans nous laisser distraire par les hésitants qui disent que la solidarité, ce n'est pas suffisant, que la bonne volonté n'arrête pas les tanks.

Comment notre campagne a-t-elle

commencé ? Réunions, distributions de tracts photocopiés, envoi de lettres partout dans le pays et dans le monde, appels téléphoniques, participation aux piquets de grève anti-militaires, rencontres avec des opposants à la guerre. L'analyse de l'expérience de pareilles campagnes organisées par les internationalistes lors de la guerre en ex-Yougoslavie nous a été très utile, et les messages d'appui d'autres pays nous ont conforté dans notre action. Puis, les gens qui apportent des vêtements, des livres, des ustensiles de ménage. Des gens pour qui ce n'est pas égal.

Non seulement les amis de la bibliothèque et du journal, les socialistes et les anarchistes, mais aussi beaucoup d'autres ont répondu à notre initiative : la vieille dame qui apporte une jolie robe jamais portée, les gars de la ville lointaine de Petrovadosk, qui apportent à Moscou deux grands sacs de vêtement récoltés dans leur ville, l'écolier de six ans qui donne des jouets et son livre de contes, les élèves d'une école de Moscou qui récoltent une vingtaine de cartons d'aide humanitaire ... il est impossible de nommer tout le monde, mais nous n'oublions jamais ces rencontres. Cela signifie que ceux qui sont prêts à apporter de l'aide à de lointains compagnons existent. Cela signifie que les attentats et les bombardements n'ont pas tué l'humanité dans le cœur des hommes. Cela signifie que la solidarité est plus forte que les bombes et les engins.

Au cours de notre action, nous avons récolté plus de 80 cartons de vêtements, chaussures et autres objets dont les victimes de la guerre ont tant besoin. Nous collaborons avec une ONG travaillant dans le Caucase pour le transport de l'aide en Tchétchénie.

Merci à tous ! Notre action continue.

LE COLLECTIF DE LA BIBLIOTHÈQUE VICTOR  
SERGE (LE CENTRE DE RECHERCHE PRAXIS)  
JOURNAL ANTIFASCISTE TCHELOVETCHNOST

## Communiqué du groupe anti-macdo de Sion

### Propagande de Ronald MacFaf ? Contre Attaque !

Le 16 octobre s'est déroulée la journée internationale d'action contre la mac domination. A Sion également, et ce malgré les problèmes d'inondations, une journée d'information a eu lieu. Une cinquantaine de personnes (selon le Nouvelliste) étaient présentes.

L'objectif était d'expliquer les méfaits des fast-foods, excellent exemple des conséquences de la mondialisation du capitalisme. Mac Donald est justement critiquable pour de nombreuses raisons : nourriture malsaine, manipulation des enfants, exploitation du tiers-monde et des employés, destruction de la diversité culturelle et de l'environnement, souffrance animale, impérialisme américain, compétition partout solidarité nulle part, etc. Contrairement au fast-food en face duquel se déroulait l'action, nous avons distribué de la VRAIE nourriture végétalienne ou végétarienne gratuite. De nombreux tracts ont été distribués. La journée fut animée par de la musique et du jonglage. Une "Babylon tower", symbole du nouvel ordre mondial, aux couleurs de Mac Do, fut construite, et des cracheurs de feu finirent par réduire en cendres la maquette.

De la part de la population, les réactions ont été variées, mais elles demeureront assez bonnes en général. Nombreux furent ceux qui demandèrent des informations supplémentaires ou qui s'arrêtèrent quelques minutes pour s'informer ou manger quelque chose.

Nous espérons que notre message aura passé. Ouvrons les yeux sur les problèmes dus aux fast-foods, boycottons-les et, plus généralement, réagissons face aux injustices : c'est à tout un chacun de faire quelque chose pour que les différentes formes d'exploitation, que ce soit des humains, des animaux ou de la planète, cessent.

Editeur responsable Claude Cantini

Tirage 1600 exemplaires

Courrier DIRECT! Case postale 2254

CH-1211 Genève 2

Téléphone & fax int+4122 734 29 22

! NOUVEAU! Email [direct\\_ait@tao.ca](mailto:direct_ait@tao.ca)

CCP DIRECT! 17-574 134-6.

Local 24, rue de Montbrillant, Genève

Internet [www.tao.ca/~direct\\_ait](http://www.tao.ca/~direct_ait)